

1. *Décide* d'apporter au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies les modifications ci-après, avec effet au 1^{er} janvier 1972 :

a) Remplacer le texte actuel du paragraphe 1 de l'annexe I par le texte suivant :

"Annexe I, paragraphe 1

"Le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement, ayant un statut équivalent à celui de chef du secrétariat d'une grande institution spécialisée, reçoit un traitement de 56 000 dollars des Etats-Unis par an; les secrétaires généraux adjoints reçoivent un traitement de 43 750 dollars des Etats-Unis par an et les sous-secrétaires généraux reçoivent un traitement de 39 150 dollars des Etats-Unis par an — sous réserve du barème des contributions du personnel figurant à l'article 3.3 du Statut du personnel et, le cas échéant, des ajustements (indemnités de poste ou déductions). S'ils remplissent par ailleurs les conditions requises, ils reçoivent les indemnités dont les fonctionnaires bénéficient d'une manière générale."

b) Remplacer le texte actuel du paragraphe 4 de l'annexe I par le texte suivant :

"Annexe I, paragraphe 4

"Sous réserve que leurs services donnent satisfaction, les fonctionnaires reçoivent chaque année une augmentation de traitement selon les échelons prévus au paragraphe 3 de la présente annexe. Toutefois, pour les augmentations au-delà de l'échelon IV de la classe des administrateurs généraux, l'intervalle est de deux ans. Le Secrétaire général est autorisé à réduire l'intervalle entre deux augmentations de traitement à dix mois et vingt mois, respectivement, dans le cas des fonctionnaires soumis à la répartition géographique qui ont une connaissance suffisante et vérifiée d'une seconde langue officielle de l'Organisation des Nations Unies."

2. *Décide* que, en appliquant le paragraphe 4 de l'annexe I du Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies, sous sa forme modifiée, le Secrétaire général devra tenir compte dans chaque cas de la durée du service accompli par le fonctionnaire avant le 1^{er} janvier 1972 à l'échelon où il se trouve à l'intérieur de sa classe;

3. *Prend acte* des modifications que le Secrétaire général a apportées au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies durant l'année qui a pris fin le 31 août 1971 et dont il a rendu compte dans son rapport³³.

2030^e séance plénière,
21 décembre 1971.

2889 (XXVI). Honoraires du Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

L'Assemblée générale,

Rappelant qu'à sa 729^e séance plénière, le 13 décembre 1957, elle avait approuvé les recommandations de la Cinquième Commission au sujet du montant des honoraires à verser au Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires³⁴, et

³³ A/C.5/1371.

³⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Annexes*, point 41 de l'ordre du jour, document A/3766, par. 6, al. d, i.

rappelant aussi ses résolutions 2489 (XXIII) et 2491 (XXIII) du 21 décembre 1968, relatives au versement d'honoraires et d'indemnités de subsistance aux membres des organes et des organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général concernant les honoraires du Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires³⁵ et le rapport y relatif du Comité consultatif³⁶,

1. *Décide* que, à compter du 1^{er} janvier 1972, les honoraires du Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires seront d'un montant net de 25 000 dollars par an, à condition que le Président ne travaille pas activement pour son gouvernement ou pour un autre organe;

2. *Décide en outre* que les dispositions de l'alinéa b du paragraphe 1 de la résolution 2491 (XXIII) ne s'appliqueront pas au Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, s'il a droit à des honoraires en vertu du paragraphe 1 ci-dessus.

2031^e séance plénière,
22 décembre 1971.

2890 (XXVI). Régime des pensions et émoluments des membres de la Cour internationale de Justice

A

RÉGIME DES PENSIONS

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 1562 (XV) du 18 décembre 1960, 1925 (XVIII) du 11 décembre 1963 et 2367 (XXII) du 19 décembre 1967, relatives au régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général³⁷ et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires³⁸,

Désirant protéger les anciens membres de la Cour internationale de Justice et leurs ayants droit contre la hausse du coût de la vie qui s'est produite depuis la dernière fois que leurs pensions ont été ajustées,

Décide que, à compter du 1^{er} janvier 1972 et nonobstant toute disposition contraire du règlement concernant le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice, la valeur annuelle de toutes les pensions servies au 31 décembre 1971, y compris les pensions de tous membres de la Cour qui auront pris leur retraite à cette date ou avant cette date, sera augmentée de 17 p. 100, si ce n'est que le montant maximum de la pension d'enfant payable en vertu de l'alinéa a du paragraphe 1 de l'article IV du règlement demeure fixé à 600 dollars par an.

2031^e séance plénière,
22 décembre 1971.

³⁵ *Ibid.*, vingt-sixième session, Supplément n° 6B (A/8406/Add.2), document A/C.5/1365.

³⁶ *Ibid.*, Supplément n° 8A (A/8408/Add.1 à 30), document A/8408/Add.3.

³⁷ *Ibid.*, Supplément n° 6B (A/8406/Add.2), document A/C.5/1364.

³⁸ *Ibid.*, Supplément n° 8A (A/8408/Add.1 à 30), document A/8408/Add.2.

B**EMOLUMENTS**

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général³⁹ et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴⁰,

Décide que, à compter du 1^{er} janvier 1972, les émoluments des membres de la Cour internationale de Justice seront les suivants :

	<i>Dollars des Etats-Unis</i>
<i>Président :</i>	
Traitement annuel	35 000
Indemnité spéciale	8 400
<i>Vice-président :</i>	
Traitement annuel	35 000
Indemnité de 53 dollars pour chaque jour où le vice-président remplit les fonctions de président, jusqu'à concurrence d'un maximum annuel de	5 300
<i>Autres membres :</i>	
Traitement annuel	35 000
<i>Juges ad hoc visés à l'Article 31 du Statut de la Cour :</i>	
Honoraires de 67 dollars pour chaque jour où les juges <i>ad hoc</i> exercent leurs fonctions, plus, le cas échéant, une indemnité journalière de subsistance de 29 dollars.	

*2031^e séance plénière,
22 décembre 1971.*

2891 (XXVI). Agrandissement du Palais des Nations

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2488 (XXIII) du 21 décembre 1968, relative aux plans d'agrandissement des salles et installations de conférence du Palais des Nations à Genève,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général⁴¹ et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴² relatifs à l'agrandissement du Palais des Nations,

1. *Autorise* le Secrétaire général à poursuivre le projet de construction dans les limites du total du nouveau coût estimatif révisé de 31 186 000 dollars des Etats-Unis;

2. *Décide* de porter de 1 500 000 dollars à 2 500 000 dollars le crédit à ouvrir au budget pour le projet en 1972;

3. *Décide* que le remboursement du prêt de 61 millions de francs suisses sera amorti en une période de dix ans commençant en 1975;

4. *Décide* de modifier comme suit le calendrier des annuités à inscrire au budget qui figurait au paragraphe 3 de sa résolution 2488 (XXIII) :

³⁹ *Ibid.*, Supplément n° 6B (A/8406/Add.2), document A/C.5/1364.

⁴⁰ *Ibid.*, Supplément n° 8A (A/8408/Add.1 à 30), document A/8408/Add.2.

⁴¹ *Ibid.*, Supplément n° 6B (A/8406/Add.2), document A/C.5/1389.

⁴² *Ibid.*, Supplément n° 8A (A/8408/Add.1 à 30), document A/8408/Add.10.

<i>Exercices</i>	<i>Dollars des Etats-Unis</i>
1973	4 905 000
1974	4 108 000
1975	1 660 300
1976	1 960 300
1977	1 914 800
1978	1 868 800
1979	1 822 300
1980	1 775 800
1981	1 729 800
1982	1 683 300
1983	1 636 800
1984	1 590 800

5. *Approuve* la création d'un comité *ad hoc* officieux à Genève, comme le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires l'a recommandé au paragraphe 23 de son rapport.

*2031^e séance plénière,
22 décembre 1971.*

2892 (XXVI). Programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration du Palais des Nations

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général⁴³ et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴⁴ relatifs au programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration du Palais des Nations à Genève,

1. *Prend note* des observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires aux paragraphes 4, 5 et 6 de son rapport;

2. *Autorise* le Secrétaire général à poursuivre le programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration pour un coût estimatif de 6 773 847 dollars des Etats-Unis;

3. *Décide* de porter de 1 098 000 dollars à 1 238 000 dollars le crédit à ouvrir au budget pour le programme en 1972;

4. *Décide* que l'ouverture d'un crédit annuel de 1 238 000 dollars devra être approuvée pour 1973 et 1974 pour financer le reste du programme.

*2031^e séance plénière,
22 décembre 1971.*

2893 (XXVI). Immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili

L'Assemblée générale

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général⁴⁵ concernant le projet de construction d'un nouveau bâtiment et le programme de transformation et d'amélioration des locaux existants à Santiago du Chili, ainsi que du rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴⁶;

2. *Approuve* les recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives

⁴³ *Ibid.*, Supplément n° 6B (A/8406/Add.2), document A/C.5/1390.

⁴⁴ *Ibid.*, Supplément n° 8A (A/8408/Add.1 à 30), document A/8408/Add.10.

⁴⁵ A/C.5/1396.

⁴⁶ *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 8A (A/8408/Add.1 à 30), document A/8408/Add.11.*